

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

N°2022 SIJO ​023

ENTRE :

La société HighSkill​,

​SAS​ au capital de 1 000​ euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de  Paris​ sous le numéro de Siren 920 311 818​ ,

Dont le siège social se situe sis 66 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris​ , représenté par son ​Président​, Mohamed ELLOUZE​ , dûment habilité à l’effet des présentes.

Désignée ci-après le "Fournisseur"

ET :

La société SIJO,

Société par action simplifiée au capital de 10.000 Euros, Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro B 830 912 929

Dont le siège social est situé 159, Avenue Gallieni – 93170 Bagnolet et représentée par Monsieur Mickael BODOKH, dûment habilité à le représenter et à engager sa responsabilité.

Désignée ci-après le "Client"

Il est convenu ce qui suit :

**1  – OBJET – DUREE DU CONTRAT**

Le présent contrat décrit quelles sont les obligations de chacune des parties. Il est constitué de conditions générales et de conditions particulières figurant en annexe aux présentes.

L’ensemble de ces conditions exprime l’intégralité des obligations des parties.

Il est précisé que les conditions particulières prévalent en cas de contradiction avec les conditions générales.

**2  – DOCUMENTS**

Le fournisseur s'engage à adresser lors de la signature du présent contrat puis chaque année au mois de janvier, au client une copie des documents suivants :

- certificat d'immatriculation et une attestation de paiement de paiement de ses cotisations

URSSAF

- certificat attestant le paiement de ses cotisations sociales

- une attestation de paiement de la T.V.A

- attestation de responsabilité civile

- extrait K bis ou extrait du répertoire des métiers de moins de 15 jours ou pour les personnes physiques ayant débuté leur activité depuis moins d'un an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un C.F.E. ou de déclaration de travailleur indépendant

Le défaut de production de ces documents justifiera, sans que cela puisse être reproché au client et sans que cela ne puisse entraîner pour le client le paiement d'intérêts ou de pénalités de retard, la mise en attente des factures émises par le fournisseur, jusqu'à production des documents susvisés.

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur, le fournisseur sera seul responsable et le client pourra mettre fin au présent contrat par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet immédiat.

**3  - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MOYENS MIS EN OEUVRE**

3.1 - Travaux, suivi, livraisons

Les travaux effectués devront être réalisés dans les règles de l’art et selon les engagements de qualité.

Un descriptif détaillé des prestations à réaliser est joint en annexe au présent contrat.

Le fournisseur sera responsable de la bonne exécution des travaux décrits en annexe, dans le respect des délais prévus également en annexe après accord entre les parties.

Dans ce cadre, le fournisseur devra prendre l'initiative de se faire communiquer toute information nécessaire ou utile à la réalisation de ses prestations.

Le fournisseur s'engage à appliquer les consignes et instructions générales qui lui seront données par le client.

Il est cependant précisé que le fournisseur, qui est un professionnel, doit respecter vis-à-vis du client son obligation de conseil et le mettre en garde contre les conséquences éventuellement dommageables des consignes, instructions ou directives dont il lui aura été fait part.

Les travaux réalisés par le fournisseur, pourront être facturés mensuellement.

Des réunions d'information et de coordination auront lieu, si possible à intervalle régulier.

3.2 – "Consultant" du fournisseur -encadrement - responsabilité

Le fournisseur met à disposition un ou plusieurs intervenants, ci-après désigne "le consultant"

Le "consultant" du Fournisseur ne pourra en aucun cas être assimilé à du personnel salarié du Client.

Le personnel en charge de l’exécution des travaux, sera régulièrement inscrit sur les registres du personnel du fournisseur, qui assure la vérification de l’enregistrement du "consultant" auprès des organismes sociaux.

Le client pourra demander au fournisseur de lui fournir la preuve de la régularité de l'emploi du "consultant" au regard notamment des dispositions du code du travail.

Le représentant du cocontractant, signataire du présent accord-cadre, certifie, sous peine de résiliation immédiate, de plein droit et sans mise en demeure préalable du présent accord, que ni sa société ni aucun de ses représentants, lui-même y compris, ne tombent sous le coup de l’interdiction découlant de l’article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 modifiée par l’article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

Le représentant du cocontractant, signataire de l’accord-cadre atteste sur l’honneur que le travail, effectué par ses soins ou par sous-traitants éventuels, sera réalisé par des personnels employés régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du code du travail ou des règles équivalentes de son pays d’origine.

Le fournisseur assure l'encadrement et le contrôle de ses "consultants". Il désigne un responsable qui règle avec le Client tous les problèmes techniques et administratifs pendant la durée d’exécution du contrat (conditions particulières).

Le ou les "consultants" du fournisseur, devront respecter le règlement intérieur applicable aux locaux dans lesquels ils seront affectés, notamment en ce qui concerne les déplacements, la discipline et les consignes de sécurité en vigueur.

En cas d'absence d'un "consultant" le fournisseur s'engage à remplacer le consultant dans les 48 heures, par une personne capable d'offrir le même, niveau de service et de sécurité.

De même si au cours de la relation contractuelle, à quelque moment et pour quelque raison que ce soit, le client final venait à refuser, pour quelque raison que ce soit, de travailler avec le consultant initialement affecté auprès de lui, le fournisseur s'engage à remplacer le consultant ainsi refusé dans les 48 heures par un consultant offrant le même niveau de service et de sécurité.

Le client, devra informer le fournisseur de la décision du client final par tout moyen, dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse où le fournisseur ne serait pas en mesure de remplacer le salarié refusé dans un délai de 5 jours ouvrables, le client sera en droit de faire exécuter les travaux restant par un tiers.

Le client sera par ailleurs fondé à réclamer en justice réparation des préjudices subis du fait de la non-exécution par le fournisseur de ses obligations contractuelles.

3.3 - Engagement du Client

Le Client désigne un correspondant chargé du suivi du projet.

Il s'engage à fournir l'ensemble des informations relatives à la mission confiée au fournisseur dont ce dernier ferait la demande.

Il s'engage à fournir l'ensemble des documents nécessaires à la bonne réalisation de la mission confiée au fournisseur dont ce dernier ferait la demande.

Il s'engage à communiquer au fournisseur les consignes d'hygiène et de sécurité en vigueur dans son établissement

3.4 - Lieu d'exécution des prestations

Pour des nécessités de coordination avec les services du Client et d'utilisation de matériels spécifiques, les travaux sont exécutés principalement dans les locaux du client ou du client final dont l'adresse est précisée en annexe.

Certaines prestations pourront également, être réalisées directement dans les locaux du fournisseur.

Pour les tâches qui viendraient à être exécutées dans ses locaux, le client pourra si nécessaire mettre certains de ses moyens à la disposition du personnel du fournisseur, selon des conditions à préciser dans chaque cas spécifique.

3.5 - Résultats des prestations

Les prestations sont matérialisées par les documents habituels d'analyse, de programmation, de mise en exploitation et/ou de compte rendu d’intervention ou d’avancement, selon la nature de la prestation réalisée au titre du présent contrat ; ces documents sont remis au Client à la fin de chaque étape.

3.6 - Contrôle de l'avancement des travaux

Outre un compte rendu d'avancement des travaux qui sera remis au client à chaque fin d'étape, le fournisseur s'engage à informer chaque mois par écrit de l'avancement des travaux qui lui sont confiés.

**4  - CONDITIONS FINANCIERES**

4.1 – Prix

Le montant total prévisionnel du coût des travaux est indiqué en annexe ou dans la commande et est déterminé en fonction de sa complexité, de sa technicité et de son importance objective.

Les prestations sont facturées sur la base du CRA (Compte Rendu d’Activité). Le tarif inclut tous les frais (hébergement, déplacements, etc…).

Les frais de déplacement et d'hébergement du fournisseur dans le cadre de prestations effectuées en région parisienne sont réputés inclus dans le prix forfaitaire défini aux conditions particulières.

Les sommes facturées sont majorées des taxes en vigueur au jour de la facturation.

4.2 - Règlement

Le règlement est effectué par chèque ou virement à 45 jours fin de mois à réception de la facture sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent contrat.

Les prix sont fermes pendant la durée de la prestation.

Il est rappelé qu'aucun paiement ne sera effectué sans que le fournisseur n'ait préalablement adressé au client une facture ainsi qu'un récapitulatif des travaux effectués depuis l'établissement de la facture précédente.

Par ailleurs, les factures qui ne feraient pas référence au contrat, ou les factures qui ne porteraient pas les mentions légales, pourront être rejetées par le client.

Nous vous remercions de nous transmettre les factures à invoice@sijo.fr

**5  - PROPRIETE**

Le client est propriétaire du résultat des prestations et travaux que ceux-ci soient ou non brevetables.

Le transfert des droits de propriété s'effectue au fur et à mesure de la réalisation des travaux par le fournisseur et ce transfert est valable pour tout pays, pour la durée de protection de ces droits.

L'ensemble de ces droits est cessible en tout ou partie par le client à tout tiers de son choix.

**6  - CONFIDENTIALITE - DEONTOLOGIE**

6.1 Documents

Les documents ou informations confiés par le Client ou éventuellement le client final, à l'occasion de l'exécution du contrat, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement, sont couverts par le secret professionnel le plus strict.

Ils ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'accord exprès et écrit du Client. Le Fournisseur prendra vis-à-vis de son personnel toutes les mesures nécessaires pour assurer sous sa responsabilité le respect de ces règles de confidentialité.

Toutefois, le Fournisseur ne saurait être tenu pour responsable de la divulgation de ces renseignements s'ils sont du domaine public ou s'ils ont été obtenus régulièrement à partir d'autres sources.

Les documents confiés ou transmis au fournisseur par le client ou éventuellement par le client final pour l'exécution de sa prestation devront être restitués au client à première demande et en tout état de cause à la fin du contrat.

Le fournisseur s'engage également à ne détruire aucun des documents qui pourraient lui être confiés ou transmis par le client ou le client final.

Le fournisseur s'engage à ne conserver aucune copie des documents auquel il aura pu avoir accès pendant toute la durée de sa prestation.

6.2 - Informations

Le fournisseur s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de quelque nature que ce soit et notamment, commerciale, industrielle ou financière, qui lui auront communiquées par le client ou par le client final ou dont il aura eu connaissance pendant l'exécution de sa prestation.

Il s'interdit par ailleurs expressément d'utiliser ses connaissances pour développer des relations commerciales avec les services du client final.

6.3 - Obligations du client

Le client s'engage à ne pas divulguer d'informations relatives au savoir –faire du fournisseur à quelque personne que ce soit.

6.4 - Durée des engagements réciproques

Les engagements réciproques visés à l'article 6 des présentes auront cours pendant toute la durée du contrat mais également après son l'expiration normale ou anticipée, pendant une durée indéterminée.

**7  - RESILIATION**

7.1 Résiliation du contrat cadre

Le présent contrat est résiliable par l'une ou l'autre des parties, de plein droit :

- en cas de liquidation de biens, de cessation de paiements ou de règlement judiciaire,

- 10 jours après une mise en demeure restée infructueuse en cas de manquement dans l'exécution des obligations réciproques et notamment en cas de manquement aux obligations

- en cas de force majeure

Par ailleurs, chacune des parties peut à tout moment, renoncer à l'exécution du présent contrat et demander sa résiliation anticipée, par courrier recommandé avec accusé de réception, sous respect d'un délai de prévenance d’un mois à compter de la date de première présentation de ce courrier par les services postaux.

La résiliation du contrat cadre entraîne la résiliation immédiate de l'ensemble des commandes en cours passées en exécution du présent contrat.

7.2 Résiliation des commandes passées en exécution du contrat cadre

Les commandes passées en exécution du présent contrat sont résiliables par l'une ou l'autre des parties, de plein droit :

- en cas de refus par le client final dans les 2 jours de la signature des présentes, d'agréer le fournisseur

- lors que le marché principal est lui-même résilié.

**8  - NON SOLLICITATION DU PERSONNEL**

Sauf accord écrit préalable, chacune des parties renonce à engager ou à faire travailler directement ou par personnes interposées, tout collaborateur de l’autre partie quelle que soit sa spécialisation et même si la sollicitation initiale est formulée par ce dernier.

Cette clause reste valable pendant toute la durée de l’exécution du contrat et pendant les douze mois suivants.

Dans le cas où l’une des parties ne respecterait pas cet engagement, elle s’engage à dédommager l’autre partie en lui versant une indemnité égale à douze mois de rémunération brute de ce collaborateur.

**9  – NON CONCURRENCE**

Le client est amené à mettre en relation le fournisseur avec ses propres clients finaux.

Il en est ainsi en particulier lors des premiers contacts d’avant-vente.

Dans tous les cas le responsable désigné par le fournisseur, mentionné dans l’Annexe 1 des conditions particulières, s’engage à ne pas travailler directement ou indirectement sur le projet décrit en annexe ou tout projet qui en découle, ceci pendant toute la période d’avant-vente, la période de contrat et durant un an suivant la fin du présent contrat.

Il peut se trouver qu’un client final soit d’ores et déjà client du fournisseur. Dans ce cas le fournisseur s’engage à l’indiquer avant toute action d’avant-vente dans laquelle il pourrait être impliqué.

**10- ASSURANCES**

Le Fournisseur certifie être garanti en responsabilité civile exploitation, professionnelle et incendie, pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être causés au Client par lui-même ou ses collaborateurs lors de l'exécution des travaux prévus au présent contrat.

Le fournisseur s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du présent contrat et en apporter régulièrement la preuve au client comme mentionné à l'article 2 des présentes.

Par ailleurs, le client ne saurait, en aucun cas et d'aucune façon, être tenu pour responsable des dommages causés par le fournisseur qui s'engage à faire renoncer son assureur à toute action à l'encontre du client, sauf faute grave de ce dernier.

**11 – DISPOSITIONS DIVERSES**

Les dispositions du présent contrat expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les parties. Elles prévalent sur toutes propositions ou accords antérieurs tant écrits que verbaux.

Les annexes et les avenants ultérieurs éventuels en font partie à titre de conditions particulières. Elles prévalent sur toutes propositions ou accords antérieurs tant écrits que verbaux.

Si l’une quelconque des stipulations du présent contrat, ou une partie d’entre elles, est nulle, au regard d’une règle de droit ou d’une loi en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n’entraînera pas la nullité du contrat ni celle de la clause partiellement concernée.

Aucune disposition du présent contrat ne pourra être analysée comme constituant l’une des parties en tant qu’agent, associé ou représentant de l’autre partie, ni ne permettra à chaque partie d’imposer ou de lier l’autre partie au regard des tiers.

**12-  INCESSIBILITE**

Le présent contrat ne peut être cédé à un tiers sans l'accord exprès et préalable de l'autre partie.

**13-  DROIT APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

A défaut d'accord amiable, tout litige opposant les parties quant à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera portée devant les Tribunaux de Paris.

Fait à Paris, le

21 Octobre 2022​

En deux exemplaires originaux.

|  |  |
| --- | --- |
| Pour le client  Mr Mickael BODOKH          ​ | Pour le Fournisseur  ​Mr r Mohamed ELLOUZE Pour la société HIGHSKILL​    ​      ​ |

ANNEXE 1 - CONDITIONS PARTICULIERES 1 –

NATURE DES PRESTATIONS : CACIB​

Pour le client CACIB​, le contexte technique est le suivant :

Développement fullstack JAVA sur une application de collatéral​

2 – SUIVI DE L’EXECUTION :

Responsable désigné par le Fournisseur :

Consultant mis à disposition Alaaeddine WERFELLI​

Responsable désigné par le Client : Alaaeddine WERFELLI​

3 - LIEUX D'EXECUTION DES TRAVAUX :

CACIB​

80 Avenue du verdier Montrouge​

La prestation pourra éventuellement être exécutée dans les différents locaux du Client situés dans la Région Parisienne.

4 - DUREE DE LA PRESTATION :

Date de début d’exécution des Prestations : 31 Octobre 2022​

Date de fin d’exécution des Prestations : 31 Décembre 2023​

La prestation reste renouvelable par tacite reconduction

5 - PRIX DES PRESTATIONS :

Conditions financières : 560​ € HT par jour travaillé

Règlement sur la base du nombre de jours travaillés multiplié par le prix journalier diminué des frais

Adresse de facturation :

SIJO SAS

159, Avenue Gallieni

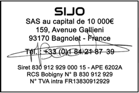
93170 Bagnolet

Email pour l'envoie des factures **invoice@sijo.fr**

Fait à Paris, le  21 Octobre 2022​

En deux exemplaires originaux.

Pour SIJO Pour    ​HIGHSKILL



​                                          ​

SIJO SAS au capital de 10 000€ 159, Avenue Gallieni

Siren 830912929 RCS Bobigny 830 912 929 93170 Bagnolet

N° TVA Intracomm FR13830912929 www.sijo.fr

Page 1 sur 11